

LES CONTRE-VERITES SUR KOSLODOUI

Dimitar Koroudjiev

Président d'honneur du mouvement écologiste Ecoglasnost

Gueorgi Stoilov

Président de l'Union des travailleurs dans l'énergie

Le 14 juin 1994, *Le Monde* publie un long article sur l'énergie nucléaire en Europe de l'Est. Cet article tendancieux décrit de façon irréaliste et outrageusement optimiste la situation de la centrale nucléaire de Koslodouï. La partialité des propos est évidente. Les spécialistes interviewés soutiennent l'énergie nucléaire dans notre pays et n'ont qu'un seul intérêt, son développement. Un tel article tente de rassurer l'opinion publique sur un problème majeur qui concerne l'Europe toute entière. Il nous paraît essentiel que l'autre point de vue soit exposé aux Français.

Le système nucléaire bulgare a été édifié sur l'idée que la Bulgarie devait devenir un exportateur d'électricité pour les pays socialistes voisins, l'Union soviétique fournissant les installations bon marché. La production d'énergie nucléaire bulgare n'était qu'un paravent de la doctrine militaire de l'Union soviétique. Le type et les dimensions des tranches nucléaires avaient été déterminées non pas pour satisfaire les vrais besoins des habitants mais par rapport aux besoins en plutonium de la machine de guerre soviétique.

L'explosion de la centrale numéro 3 de Tchernobyl, en 1986, a mis fin à l'illusion de l'énergie nucléaire totalement sûre. L'effondrement du mur de Berlin en 1989 a montré que l'énergie nucléaire était une énergie chère. L'inefficacité du système de production de l'électricité et les pertes dans la consommation d'énergie ont contribué à la faillite de l'économie socialiste.

Les six réacteurs de la centrale nucléaire de Koslodouï ne sont pas tous dans le même état de délabrement. La vétusté des réacteurs 1 et 2, les plus anciens, inquiète tous les spécialistes. Pour des raisons de sûreté et sous la pression des observateurs indépendants, les tranches 1 et 2 furent arrêtées en août et septembre 1991. Les Bulgares ont accepté les coupures de courant consécutives à ces arrêts. La crise économique que traverse le pays a, paradoxalement, permis de rétablir le courant.

Des subventions accordées par la communauté internationale ont permis d'entreprendre des travaux de rénovation, ou plutôt de rafistolage. Après trois ans d'arrêt, le réacteur 1 est remis en exploitation. Le 2 juin 1994, soit deux jours après son raccordement au réseau, un des générateurs montre des défauts mécaniques. Ce n'est que le début d'une longue série d'arrêts consécutifs à des incidents mécaniques sur les générateurs mais aussi d'incidents sur le réacteur même. Le 30 juillet 1994, une fuite d'hydrogène est décelée sur le système de refroidissement du réacteur. Un incident de deuxième degré sur l'échelle internationale pour les accidents nucléaires provoque un nouvel arrêt d'urgence. Le réacteur 2 redémarre le 13 juin 1994, le 9 juillet le réacteur est arrêté d'urgence à la suite d'une fuite radioactive sur le circuit primaire.

L'état des autres tranches de la centrale est également préoccupant. Les réacteurs 3 et 4 sont aujourd'hui en révision et en chargement de combustible. La tranche 5 de 1000 MW. chargée avec du combustible non garanti, est arrêtée le 2 juin 1994 pour une révision exceptionnelle de plusieurs mois, et cela seulement 3 mois après une révision de routine. Le réacteur 6 n'est exploité qu'à 20 % de sa puissance. L'eau de refroidissement du circuit primaire présente une radioactivité bien plus élevée que la norme, en raison d'un problème d'étanchéité sur l'une des barres du combustible.

Voilà aujourd'hui la situation de la centrale nucléaire de Koslodouï. L'information sur l'état réel de la centrale est manipulée par le lobby nucléaire. Il organise des conférences, des séminaires, des visites de personnalités partisans pour influencer l'opinion publique. Cette politique de désinformation n'est pas nouvelle. Les 22 et 23 septembre 1992, des incendies et des incidents sur les tranches 5 et 6 ont porté atteinte à l'intégrité des réacteurs. La direction de la centrale a essayé de dissimuler aux autorités de sûreté et au Conseil des ministres la vérité sur des incidents survenus. La commission parlementaire sur la sécurité nationale et le parquet enquêtent, espérons que toute la lumière sera faite sur ces événements. Autre exemple, le réacteur 6 est de nouveau arrêté le 4 décembre 1993 à la suite d'une fuite sur le circuit primaire de refroidissement, les autorités de sûreté ne sont toujours pas prévenues par la direction de la centrale. Il est facile de multiplier les exemples.

Il est un autre sujet de préoccupation majeure pour les Bulgares : les déchets nucléaires. Depuis que les Russes refusent de reprendre les déchets produits par la centrale de Koslodouï, ils sont stockés dans des conditions qui ne respectent aucune des normes en vigueur au plan international. Les 700 tonnes de déchets liquides et solides constituent une véritable bombe thermonucléaire. En cas d'accident majeur, 4 fois plus de radioactivité que Tchernobyl serait rejetée dans l'atmosphère. Westinghouse avait été pressenti pour traiter ce problème, mais aucune solution financièrement acceptable pour la Bulgarie n'a été trouvée à ce jour. Le lobby nucléaire bulgare envisage la construction d'un dépôt dans l'enceinte même de la centrale à partir de technologies bon marché, créant ainsi de nouveaux dangers.

La centrale de Koslodouï est un pur produit soviétique dont les normes de construction et de sûreté ne correspondent pas à celles appliquées en occident. Les spécialistes indépendants bulgares et occidentaux s'accordent à dire depuis de nombreuses années que le niveau de sûreté de ces réacteurs n'atteindra jamais celui des centrales nucléaires occidentales. Tous les Européens n'ont-ils pas acquis le droit à un même niveau de sûreté depuis la chute du mur de Berlin en 1989 ?

Le Comité de l'énergie, la Compagnie nationale d'électricité, poussés par le lobby nucléaire et les entreprises de travaux publics, soutiennent la rénovation des vieux réacteurs et plaident pour la construction de nouveaux réacteurs à Béléné, ceci au mépris de la sécurité nationale et du danger encouru par la population européenne.

Des économies d'énergie et d'électricité considérables sont possibles en Bulgarie comme dans tous les pays de l'ancien bloc soviétique. Des actions prioritaires sont à mener dans la réhabilitation des centrales à charbon, dans les transports, dans les réseaux de distribution d'électricité et de chaleur. 10 à 30% d'amélioration de l'efficacité énergétique dans ces pays permettrait de fermer toutes les centrales nucléaires. Qu'attendons-nous pour agir ?